

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 13 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- 1) L'exterminator
- 2) Le fossé se creuse
- 3) Des réunions qui ne servent plus à rien
- 4) Il n'y a que lui qui comprend...
- 5) Une remise en cause
- 6) Ils ne voteront pas l'aberration...

Gérard Diez La Presse en Revue

MEILLEURS VOEUX



I) Marion Maréchal-Le Pen, l'ange exterminateur



Marion Marechal Le Pen. (LCham/Sipa)



Par Nicolas Domenach

Dans la famille Le Pen, il n'y a pas que la présidente du Front National qui connaisse une progression dans les enquêtes d'opinion, il y a aussi Marion Maréchal-Le Pen dans le Sud de la France où elle est candidate à la présidence du Conseil Régional. Et c'est une progression vertigineuse. Une ascension fulgurante, qui va, bientôt, la mener au ciel si ça continue ! Normal pour un « ange », car ainsi la voient ses fervents fidèles, tourneboulés par sa blondeur et sa pâleur séraphique. Élégance, grâce et fluidité d'une jeune femme de 26 printemps, qui fait se pâmer aussi les messieurs tout gris à l'Assemblée nationale. Au ciel, un ange ça n'a rien d'exceptionnel, mais au parlement, c'est un phénomène qui laisse les députés mâchoires pendantes, souffle coupé, car l'ange Marion Maréchal Le Pen a pris du poil de la bête.

La « petite préférée » de Jean Marie Le Pen n'est plus celle qui chouinait quand elle était incapable de répondre à une question de journaliste. La députée du Vaucluse a tellement vite appris qu'elle bluffe l'ensemble de ses interlocuteurs.

Car cette fillette si frêle d'apparence, griffe et mord, sans état d'âme, jusqu'au premier ministre qu'elle traite de « crétin » en pleine séance de questions d'actualité au Palais Bourbon ! Sans trembler, ni ciller. On se souvient alors que même le diable fut un ange au commencement...

La « petite » Le Pen a une immense ambition. Elle ne craint personne, et certainement pas Christian Estrosi, le député maire de Nice et ancien ministre, qui ne parvient pas à la contrer dans cette campagne régionale, y compris en usant de tous les artifices usés du sarkozysme sécuritaire. Les hommes en général, et les machos en particulier, ne l'impressionnent pas, car Marion Maréchal Le Pen a eu ce qu'il fallait chez elle, avec son grand-père para expéditif en Algérie, dont elle a d'ailleurs su habilement se ménager les bonnes grâces. Cette ancienne bonne élève de l'institution catho intégriste saint Pie X est « habitée ».

Un "Ange" diabolique qui diabolise avec le sourire

Marion Maréchal-Le Pen est avant tout en croisade. Elle ne cesse de porter sa croix, qu'elle dresse contre le croissant, contre les musulmans qui ne sauraient être français que sous condition d'abjuration ; mais aussi contre la République des Droits de l'homme qui devrait s'incliner devant la

suprématie de sa religion. Pour cette catholique intégriste, la laïcité n'est qu'un outil contre la propagation des revendications de certains musulmans. Elle pèlerine à Chartres et cantique en agitant sans vergogne l'épouvantail du Grand Satan, du « Grand remplacement ». Elle se sent transcendée dans ce sud chauffé à blanc sur toutes les questions identitaires et sécuritaires, alors que le Nord reste tout de même plus ouvert.

Nous avons donc à faire avec un « Ange » diabolique qui diabolise avec le sourire. Contre Florian Philippot, le numéro 2 du FN, elle poursuit un affrontement feutré, mais implacable. En privé, les proches de Philippot flûtent avec aigreur contre « Sissi l'impératrice du Sud » qui confond la politique avec un ballet nautique dans un bénitier. Marion Maréchal Le Pen, elle, n'hésite pas à faire savoir qu'elle n'irait pas, elle, déposer des fleurs sur la tombe du général de Gaulle. Elle ajoute que l'obsession « philippotesque » de l'État lui semble archéo, que la sortie de l'euro, par exemple, n'est pas une impérieuse nécessité. Elle a pris la tête des défilés anti mariage homo avec la manif Pour tous qui en a fait son égérie. Son icône anti laxisme. La génération anti Mai 68 s'accroche désormais à son panache blond.

En comparaison, Marine le Pen, est plus sociale, plus libérale en matière de mœurs. Elle n'a d'ailleurs guère apprécié, par exemple, la volonté affirmée par sa nièce de supprimer les subventions au planning familial, qui vient si souvent en aide aux femmes en détresse.

Entre Marine Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen, ce n'est encore qu'une guéguerre en dentelles. La députée du Vaucluse affirme sa liberté tout en proclamant son respect pour sa tante qui s'agace de ses écarts sous forme d'entrechats. Mais l'une et l'autre représentent bien deux droites, deux extrêmes droites, toutes deux xénophobes, mais pas avec la même intensité ni avec la même religiosité. Si Marine Le Pen échouait lourdement à la présidentielle, alors « Marion », avec le soutien de son grand père pourrait écrire un nouveau chapitre de la tragédie des Le Pen. L'ange se révélerait un ange exterminateur.

Dans l'entourage de Marine Le Pen, déjà, on regarde « Marion » comme un démon. Et un démon, selon Arthur Rimbaud, « c'est un ange qui a eu des malheurs, un ange émigré... »

II) Le PS et la pensée: rupture consommée

Par Joseph Confavreux

Un appel pour une « grande primaire des gauches et des écologistes » signée par d'anciens soutiens intellectuels des socialistes. Une phrase du Premier ministre confondant sciences sociales et « excuses sociologiques ». Alors que l'Élysée avait voulu remettre en scène, depuis un an, le retour des intellectuels dans son giron, le fossé se creuse.

Cela n'excuse pas le pouvoir socialiste, mais cela l'explique un peu. La rupture avec le monde de la pensée et de la recherche, sur fond de polémique liée à la déchéance de nationalité, ne cesse de s'approfondir. Viennent de le montrer, tour à tour, la phrase prononcée par Manuel Valls samedi 9 janvier, jugeant qu'« expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », puis la large pétition signée par de nombreux intellectuels et chercheurs, publiée dans Libération puis Mediapart lundi, qui appelle à une « grande primaire des gauches et des écologistes » pour se « réapproprier l'élection présidentielle », avec « du contenu, des idées, des échanges exigeants » et qui mise, sans le dire explicitement, sur un renoncement d'un François Hollande empêtré dans un chômage persistant et la polémique sur la déchéance de nationalité.

Même l'historien et philosophe Marcel Gauchet, invité de la matinale de France Inter lundi 11 janvier et assez peu suspect de gauchisme, a réagi aux propos de Manuel Valls prononcés lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes de l'HyperCacher en ces termes : « Je trouve cette phrase particulièrement regrettable venant d'un Premier ministre censé conduire la politique du pays. J'en suis resté à l'idée très simple que pour bien combattre un adversaire, il faut le connaître, le comprendre et expliquer sa nature. (...) Cette phrase est ahurissante et dit quelque chose de profond à son insu, c'est que la politique se voue à de la gesticulation. »

Manuel Valls y révèle, à nouveau, cette « haine des causes » que la Revue du Crieur dénonçait dans son dernier édito, à travers laquelle « tout effort d'explication historique ou d'analyse sociologique d'un phénomène social est disqualifié comme tentative de justification. Aussi

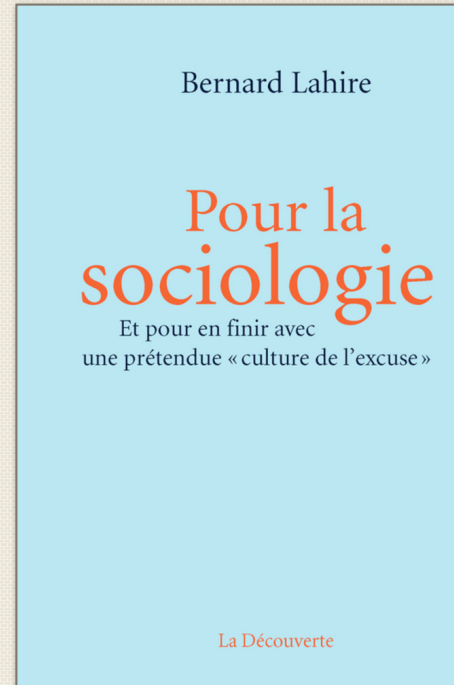
absurde que grossier, ce soupçon est une arme idéologique au service de l'ordre établi, justifiant une politique fière de ne plus penser à long terme. Évacuées, les causes sociales de la délinquance, les origines historiques de l'État islamique et de la décomposition du Moyen-Orient, les fondations idéologiques de la crise des dettes publiques et de la zone euro ».

On ne saurait trop conseiller au Premier ministre la lecture urgente du dernier ouvrage du sociologue Bernard Lahire, tout juste publié, intitulé *Pour la sociologie*. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse ». Le professeur de sociologie à l'École normale supérieure de Lyon y souligne que sa discipline rappelle que « l'individu n'est pas une entité close sur elle-même, qui porterait en elle tous les principes et toutes les raisons de son comportement. Par là, elle vient contrarier toutes les visions enchantées de l'Homme libre, auto-déterminé et responsable. Elle met aussi en lumière la réalité des dissymétries, des inégalités, des rapports de domination et d'exploitation, de l'exercice du pouvoir et des processus de stigmatisation. Ce faisant, elle agace forcément tous ceux qui, détenteurs de privilèges ou exerçant un pouvoir quelle qu'en soit la nature, voudraient pouvoir profiter des avantages de leur position dans l'ignorance générale. Elle provoque donc la colère de ceux qui ont intérêt à faire passer des vessies pour des lanternes ; des rapports de forces et des inégalités historiques pour des états de fait naturels, et des situations de domination pour des réalités librement consenties ».

Mais que Manuel Valls rejoigne les inepties développées par Philippe Val dans son ouvrage *Malaise dans l'inculture* dans lequel il confondait, pour les délégitimer, le travail de description et d'interprétation des sciences sociales avec une œuvre de justification ou de dénonciation, est peut-être moins inquiétant pour l'exécutif socialiste que cette pétition d'intellectuels appelant à une grande primaire à gauche (même si elle est peu réaliste, voir l'article de Stéphane Allières).

En effet, contrairement à ce qu'affirmait Marcel Gauchet à son propos sur France Inter, en jugeant que « c'est un peu en vain, c'est une manière pour la gauche de la gauche globalement d'affirmer sa présence dans le débat public, ses chances d'être entendues me semblent très modestes », ses premiers signataires ne recrutent pas seulement parmi les habituels suspects de la gauche radicale,

mais comptent de nombreux anciens soutiens de François Hollande.



Le sociologue spécialiste de l'école, François Dubet, ou encore l'avocat William Bourdon par exemple, signataires de cette pétition qui appelle indirectement Hollande à renoncer à se représenter, avaient non

seulement appelé à voter pour le socialiste au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012, mais confirmé leurs espérances lorsque Mediapart les avait rencontrés pour un premier bilan après six mois de présidence Hollande. Le premier jugeait être « encore confiant, sous réserves que les réformes possibles soient faites (vote des étrangers, mariage des homosexuels, politique fiscale plus équitable) et que s'éloigne le double discours sur la situation économique ». Et le second n'hésitait pas à affirmer : « Je suis confiant dans les compétences de ce gouvernement et dans la détermination de François Hollande, qui réunit une vraie intégrité morale, une grande compétence et une vraie humanité. »

L'explosion en vol du storytelling de la réconciliation avec le monde intellectuel

Le projet d'inscrire la déchéance de nationalité dans la Constitution a sans doute encore creusé l'écart avec quelques grands noms du monde intellectuel que l'on retrouve parmi les signataires de la pétition publiée par Libération, tels que l'historien Patrick Boucheron, dont la récente leçon inaugurale au Collège de France a été très remarquée, l'économiste Thomas Piketty qui avait jugé qu'à « l'incompétence économique, voici que le gouvernement ajoute l'infamie », l'historien Pierre Rosanvallon, exprimant sur Mediapart sa « consternation et vive inquiétude », alors même

qu'il avait été reçu à l'Élysée le 1er septembre dernier et avait poussé le chef de l'État à inviter à déjeuner quelques jeunes membres de son excellente écurie intellectuelle de La Vie des Idées en juillet ; ou encore Patrick Weil, spécialiste des questions d'immigration et de citoyenneté, reçu à l'Élysée en juillet, mais aussi juste avant que François Hollande ne confirme le projet d'inscription de la déchéance de nationalité, comme l'historien, vivement opposé à cette mesure, l'expliquait sur le plateau de Mediapart la semaine dernière.

Que François Hollande ait peu d'appétence pour la théorie et se tienne volontairement à distance des intellectuels et des chercheurs, cela avait déjà été documenté par Mediapart dans un article de novembre 2013 où, notamment, le politiste Frédéric Sawicki rappelait que « Hollande président récolte ce qu'il n'a pas semé quand il était premier secrétaire du PS. La stratégie de Hollande est restée de s'entourer de quelques conseillers avec des profils homogènes et de leur demander des recettes ponctuelles », et l'historien et éditorialiste Jacques Julliard souriait en disant « quel président ne reçoit pas les Marcel Gauchet ou Pierre Nora ? Je pense, très franchement, que c'est surtout cosmétique ». Cette pétition publiée par Libération vient toutefois faire exploser en vol la nouvelle petite musique que l'Élysée voulait faire entendre depuis les attentats de janvier 2015, d'un « retour » de la culture et des intellectuels dans les cercles du pouvoir socialiste, pour faire face à la rupture terroriste et dans la perspective de 2017.

Grâce à cette campagne de communication distillée dans la presse, on apprenait dans L'Obs que, le 18 février 2015, « c'était au tour d'un petit groupe de chercheurs et d'intellectuels de partager un déjeuner avec le chef de l'État. Parmi eux, les sociologues Jean Viard, François Dubet et Olivier Galland, l'expert en géographie politique Jacques Lévy ou encore le spécialiste de l'islam Olivier Roy ».

On découvrait peu auparavant grâce à Paris Match que, le 29 janvier 2015, le chef de l'État avait reçu « sept intellectuels » pour parler éducation et école, afin de tenter « d'apporter des réponses aux questions soulevées par les événements du 7 janvier et faire vivre "l'esprit du 11 janvier" ». Et, toujours au début de cette année, on nous révélait, dans L'Express cette fois-ci, qu'un dîner au palais avait réuni « de grands noms de l'architecture : Alexandre Chemetoff, Jean-Michel Wilmotte, Catherine Jacquot, Marie-

Françoise Manière, en présence de la ministre de la Culture Fleur Pellerin, de celle du Logement, Sylvia Pinel, et du président de la commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale, Patrick Bloche ».

C'est dans un article de ce même hebdomadaire, intitulé « Les nouvelles fréquentations de François Hollande », en date du 18 septembre 2015, qu'on découvrait aussi que « le 9 septembre 2015, c'est Myriam El-Khomri, ministre du Travail, depuis une semaine, qu'il invite à sa table, en compagnie des jeunes, eux aussi économistes Philippe Askenazy, Thomas Breda, Marc Ferracci, Élise Huillery et Marie-Anne Valfort. Aux convives, il est demandé de ne pas dévoiler le contenu de la conversation ».

La plupart de ces rencontres étaient organisées par Vincent Feltesse, ancien candidat socialiste malheureux à la mairie de Bordeaux contre Alain Juppé, devenu conseiller de Hollande en charge des relations avec les élus et avec les partis politiques. En charge des études d'opinion et des argumentaires politiques, ce diplômé d'HEC et titulaire d'un DEA d'histoire contemporaine à Sciences-Po avait avoué voilà quelque temps un épisode de sa vie qu'il oubliera peut-être de préciser aux prochains intellectuels de gauche qu'il contactera : il a été le nègre du général Bigeard, rendu célèbre en Indochine et surtout en Algérie durant la bataille d'Alger, pour laquelle il n'a jamais renié, contrairement au général Massu, l'usage de la torture, notamment pour l'écriture de l'ouvrage intitulé De la brousse à la jungle.

L'article de L'Express expliquait qu'il s'agissait pour le pouvoir hollandais de « retisser des liens avec une démocratie intellectuelle brouillée avec le pouvoir, en trouvant les mots et les gestes susceptibles de faire oublier les innombrables malentendus des dernières années ». La pétition publiée aujourd'hui par Libération rappelle à ceux qui croient encore à cette possibilité que le chemin risque d'être très long...

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pourquoi les grand-messes sociales ne servent à rien et doivent être abolies

Marc Landré



Manuel Valls et Myriam El Khomri (à droite) reçoivent la délégation CGT emmenée par Philippe Martinez, son secrétaire général (à gauche). Crédit photo AFP/KENZO TRIBOUILLARD

Les exécutifs de tous bords adorent réunir à Matignon ou l'Élysée les partenaires sociaux pour discuter de leur projet ou plan d'urgence en cours. Ces sommets sociaux servent uniquement à afficher un semblant de concertation. Les vraies décisions se prennent ailleurs.

Lundi s'est donc tenu à Matignon un nouveau sommet social. Un de plus! Toute la journée, les délégations des huit organisations représentatives des salariés (CGT, CFTD, CFE-CGC, CFTC et FO) et des employeurs (Medef, CGPME et UPA) ont défilé dans le bureau du premier ministre, entouré pour l'occasion de la ministre du Travail, Myriam El Khomri, de leurs collaborateurs respectifs et d'un représentant de l'Élysée. L'objectif officiellement affiché? Recueillir les avis et propositions de chacune des centrales sur le plan d'urgence de l'emploi (un de plus, là aussi) que présentera lundi prochain le chef de l'État au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Il y a plusieurs grand-messes de ce type chaque année. A chaque fois que l'exécutif prépare un projet de loi ambitieux ou un plan de lutte contre le chômage, c'est la même comédie. Et cela fait des années que cela dure. Parfois c'est à l'Élysée. Nicolas Sarkozy aimait recevoir dans son château les partenaires sociaux et a organisé pendant la crise plusieurs sommets sociaux de ce type. Aujourd'hui c'est à Matignon que cela se joue,

voire plus occasionnellement rue de Grenelle, au ministère du Travail, ou à Bercy, au ministère de l'Économie. Ou encore, une fois par an, au CESE lors des conférences sociales (il y en a eu quatre depuis le début du quinquennat) -qui ont au passage perdu en cours de route leur qualificatif de «grandes»- qui débutent systématiquement par une rencontre à huis clos entre les représentants des partenaires sociaux et l'exécutif au grand complet.

Le pire, c'est que personne n'est dupe. Tous les participants savent que ces événements sociaux d'un jour servent essentiellement la communication du président de la République et du premier ministre qui ont besoin de montrer à l'opinion publique que 1/l'enjeu est tellement important qu'ils organisent une rencontre au sommet pour mettre tous les sujets sur la table et convoquent la presse, qui attend sagement dans la cour de Matignon, pour immortaliser le moment ; et 2/la concertation reste la solution retenue pour régler les problèmes du pays et rien ne vaut le dialogue social.

Mais les vraies décisions sont prises ailleurs. Dans les alcôves des bureaux dorés de la Républiques, lors de rencontres bilatérales en catimini où chacun teste les limites des autres. Surtout que les positions des uns et des autres, notamment sur les questions de relance de l'emploi ou de lutte contre le chômage, sont connues de tous. Qui a été surpris lundi d'entendre Philippe Martinez, le patron de la CGT, s'opposer violemment aux propositions patronales de flexibilité -pardon, il faut dire maintenant d'agilité- du contrat de travail? Qui a levé une oreille lorsque Myriam El Khomri a précisé que «rien n'est tranché, tout est sur la table»? Qui a été scotché par la charge de Pierre Gattaz, le président du Medef, contre la crainte que les employeurs ont de se faire coller au mur aux prud'hommes pour licenciement abusif et que c'est la raison pour laquelle ils n'embauchent pas?

Rappelons-nous les sommets sociaux à l'Élysée du temps de Nicolas Sarkozy. Toutes les décisions étaient prises bien avant la rencontre. La preuve? Sitôt la réunion finie, le président de la République présentait les décisions qui avaient été arrêtées et les journalistes étaient débriefés, en long, en large et en travers, par les conseillers du chef de l'État. Dossier de presse et chiffres minutieux (et généralement faux) à l'appui... D'ailleurs l'exécutif sait parfaitement sur qui il peut compter, ou non. François Hollande et

Manuel Valls savent notamment qu'ils ne peuvent rien attendre aujourd'hui de la CGT, opposée à tout, surtout à quelques mois de son 51ème congrès qui s'annonce difficile. Ils savent encore que le soutien (ou la neutralité bienveillante) de Laurent Berger, le patron de la CFDT, est indispensable pour donner un tant soit peu de crédibilité à leur projet.

La République s'enorgueillirait à mettre fin à ce genre de rencontres théâtrales qui ne servent qu'à afficher des désaccords et un semblant de concertation factice. Outre de montrer qu'en France on est d'accord sur rien, leur utilité est nulle. Et les Français, si tant est qu'ils croient encore à la politique ou à la chose publique, sont de plus en plus rétifs à la politique spectacle qu'on ne cesse de leur servir. Ils veulent des résultats tangibles. Sur tous les points, on en est loin...



Marc Landry journaliste
Rédacteur en chef, responsable du service
Economie France.

lefigaro.fr

IV) Manuel Valls: "Monsieur Mamère, vous ne comprenez rien ni à la gauche, ni à la France"

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet et Alexis Annaix

Après presque un mois d'arrêt, l'Assemblée nationale a repris le cours de ses travaux. Ce mardi 12 janvier, Claude Bartolone a repris sa place au Perchoir pour présider la séance de questions de gouvernement. Une séance où la question de la déchéance de nationalité a encore pris beaucoup de place.

Pour clore cette session le député écologiste Noël Mamère qui a interpellé Manuel Valls sur ce thème. "Comment ne pas dire notre indignation devant la dérive sécuritaire du président de la République et de votre gouvernement. Après le tournant social-libéral et les aventures militaires, vous êtes en train d'enfoncer un clou de plus sur

sur le cercueil de la gauche", a dénoncé l'élu girondin qui reproche au premier ministre de "misérables calculs politiques" et l'accuse de recycler une obsession de l'extrême-droite.

Au-delà de la déchéance de nationalité, le maire de Bègles accuse l'exécutif de "petit à petit détricoter l'état de droit pour installer un état de sécurité". "Au nom d'une logique guerrière, vous nourrissez la peur", a-t-il conclu son intervention, qui ne comprenait en fait aucune question.

Manuel Valls a tout de même répondu de manière virulente. "Je veux affirmer le désaccord absolu et total sur notre vision de la gauche et de la France", a débuté le chef du gouvernement qui s'en est pris plus personnellement ensuite à Noël Mamère. "Vous n'avez jamais été au rendez-vous", lui a lancé le premier ministre en référence aux abstentions voire aux oppositions du député sur plusieurs textes sécuritaires. Manuel Valls a ensuite déploré les "outrances" de son interlocuteur après l'accident de car qui avait fait des dizaines de victimes dans son département en octobre dernier; Noël Mamère avait alors mis en cause la loi Macron.

Et le premier ministre de conclure. "Monsieur Mamère, vous ne ratez rien, vous êtes toujours en dehors des réalités. Vous ne comprenez rien, ni à la gauche, ni à la France", a-t-il affirmé. Des arguments qui n'ont visiblement pas convaincu Noël Mamère, tel qu'il l'a déclaré sur LCP.



LCP @LCPan
Noël Mamère : "Les arguments du Premier ministre n'étaient pas au niveau du débat."
#QAG #DirectAN
16:23 - 12 Janv 2016

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Pas de démocratie, ni de République avec des citoyens mis hors jeu



Patrick Nussbaum

Jean-Paul Piérot

En ce début d'année placé sous le signe de la commémoration des attentats de 2015, la première des rencontres initiées par l'Humanité à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration a fait carton plein. Les trois débats publics de la journée, reprenant le triptyque républicain, ont eu valeur de manifeste.

Certains sont venus de loin ce 9 janvier, de Roubaix ou de Valence, et se retrouvent parmi plus de cinq cents autres dans cette grande salle de conférence du Musée national de l'histoire de l'immigration, contemplant les fresques, allégorie de l'Empire colonial français aux couleurs de jardin d'Éden, symbole des traces d'un passé qui peine à s'effacer. Ce palais de la Porte-Dorée fut construit pour l'exposition coloniale de 1931, où furent exhibés, comme curiosités exotiques, des hommes et des femmes amenés sous bonne garde de Nouvelle-Calédonie et d'autres horizons. D'abord musée des Colonies, il est devenu le lieu de mémoire de l'immigration, en 2007, au milieu de bien des turbulences : le président de la

République du moment, Nicolas Sarkozy, n'accepta jamais de l'inaugurer.

« Une société commune fondée sur l'échange d'idées et la délibération » Détour historique utile pour expliquer le choix de l'Humanité d'y tenir son premier rendez-vous de ses Agoras, et dont s'est félicité l'historien Benjamin Stora, président du musée, qui a participé lui-même à cette journée de réflexion autour du thème de la République, déclinée sur les trois termes de sa devise : liberté, égalité, fraternité. Les Agoras de l'Humanité contribuent, selon son directeur Patrick Le Hyaric, évoquant la Grèce antique, à créer « une société commune fondée sur l'échange d'idées et la délibération, à penser et à décrypter le monde, à s'enrichir mutuellement des pensées progressistes ». « C'est le rôle de notre journal de débats et de combats fondé par Jean Jaurès », souligne-t-il. Pas de liberté sans savoir et pas de libertés individuelles sans libertés collectives Un an après la manifestation massive du 11 janvier 2015, on est bien obligé de constater que « la liberté n'est pas acquise », observe l'historienne Michèle Riot-Sarcey. La connaissance est une condition de la liberté.

Cette idée-force a traversé cette journée, où de nombreux intervenants ont déploré l'affaiblissement du débat au sein de la société. Michèle Riot-Sarcey invite les intellectuels progressistes à un engagement citoyen, notamment dans un collectif d'intellectuels anonymes à la disposition de tous. Pas de liberté sans savoir, donc, mais pas davantage de libertés individuelles sans libertés collectives. Réduit à son individualité, le citoyen voit ses capacités d'agir diminuées, alors que, précisément, « la liberté, c'est le pouvoir d'agir ». Sans doute a-t-on un peu oublié que « les démocraties sont des régimes fragiles et vulnérables », observe Michel Terestchenko, professeur à Sciences-Po Aix-en-Provence. Force est de constater la proximité des réactions des dirigeants français avec celles de l'administration américaine après le 11 septembre 2001.

« L'égalité doit être au cœur des valeurs de la gauche » Le chercheur pose la question du prix de perte de liberté que la société est prête à consentir pour être protégée. « Les attaques terroristes sont un test de la capacité de la démocratie à faire face sans se renier sur ses principes structurants. » De larges franges de l'opinion réclament des mesures sécuritaires, sans savoir « dans quelle société elles vont se réveiller un jour ». Michel Terestchenko est inquiet. De la passivité avec laquelle sont accueillies les restrictions du champ des libertés publiques, de la loi extrêmement intrusive sur le renseignement. Inquiet également du refus ambiant d'examiner le terreau favorisant la dérive du djihadisme, qui est pourtant « le symptôme d'une pathologie sociale, et ses liens avec la religion ne doivent pas nous égarer ».

Quelle liberté est possible dans un rapport de domination ? interroge la philosophe Cynthia Fleury. La démocratie ne peut fonctionner dans l'ignorance sociale, alors que tout le monde est radicalement égal, affirme Pierre Rosanvallon. « L'égalité doit être au cœur des valeurs de la gauche. » Elle en est pourtant la grande absente. L'inégalité est, certes, massivement condamnée, mais on lui oppose la théorie de « l'égalité des chances », qui est une manière d'accepter les différences et les inégalités, dès lors que l'on corrigerait certains excès. Les inégalités résultant de l'héritage sont moins critiquées que par le passé. L'acceptation de l'impôt comme moyen de redistribution sociale des richesses a reculé. Les écarts de revenus entre patrons et ouvriers se sont envolés depuis les années 1960, sans véritablement provoquer de véritable refus social.

Ce recul des principes progressistes n'est pourtant pas sans conséquence dans la société, qui est minée par une crise profonde, selon Michel Terestchenko, dans laquelle les salariés sont « chosifiés » par les abandons de l'État de droit, observe Cynthia Fleury.

Certaines lois de circonstance ont des conséquences désastreuses La triade révolutionnaire n'est pas sécable, a expliqué l'historienne Sophie Wahnich. Cette spécialiste de la Révolution française est engagée au sein d'un comité d'urgence citoyenne contre la constitutionnalisation de l'état d'urgence. Certaines lois de circonstance ont parfois des conséquences désastreuses, et creusent pour une partie de l'opinion un fossé de ressentiments. Benjamin Stora a rappelé qu'en 2005, l'Assemblée nationale avait adopté un texte prétendant que le bilan de la colonisation aurait des aspects positifs. Et Benjamin Stora d'interroger : « Que n'a-t-on demandé leurs avis aux peuples concernés ? » Dix ans plus tard, il a été impossible d'inscrire la période coloniale dans les programmes scolaires adoptés il y a quelques semaines. Un rappel qui prend tout son sens au palais de la porte Dorée.

Quand il s'agit de donner un visage à la liberté, on pense bien sûr à celui de l'héroïne de Delacroix, peinte en 1830, brandissant un drapeau tricolore, sur la toile intitulée la Liberté guidant le peuple. L'historienne Michèle Riot-Sarcey nous invite à retrouver l'élan libérateur qui s'est traduit non seulement lors de mouvements révolutionnaires, mais aussi par l'émergence de mouvements ouvriers coopératifs, associationnistes ou utopistes, au sein desquels le travail était articulé avec l'émancipation.

Car, si la liberté a été pensée, à l'origine, de manière universelle, elle nécessite néanmoins l'acquisition d'un savoir dont « le double étau du libéralisme et du dogme du progrès technique a privé le peuple, asservi par la machine ».

L'allégorie du peintre figure l'élan vers la liberté et la démocratie, mais si l'on considère le bas du tableau, les morts gisant au sol ne peuvent nous échapper. La liberté se conquiert effectivement au prix de la vie. C'est sur ce point que le philosophe Michel Terestchenko insiste particulièrement, dans son analyse du caractère libéricide des réponses sécuritaires aux attentats. Il pose cette dérangement question : « En quelle

manière la violence terroriste qui s'en prend à des corps peut-elle entamer nos valeurs, sinon par la réponse que nous-mêmes apportons à ces agressions ?» Gageons qu'à l'issue de ces conférences, les membres de l'assistance, particulièrement dense, sont sortis un peu plus armés pour conquérir leur liberté, en faire l'expérience et l'éprouver. Ensemble.

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Réforme constitutionnelle : vote "sans aucun doute négatif" des députés Front de gauche



André Chassaigne le 24 juin 2015 à Paris, © 2012 AFP

Le vote des députés du Front de gauche sur la réforme constitutionnelle sera "sans aucun doute négatif", a fait savoir mardi leur chef de file André Chassaigne, tout en précisant que l'approche pourrait "être plus nuancée" sur le volet concernant l'état d'urgence.

"C'est exclu bien sûr que l'on vote cette réforme constitutionnelle qui est une aberration", a dit M. Chassaigne, faisant état d'un vote "sans aucun doute négatif" lors d'un point de presse.

Il a notamment souligné l'"opposition claire, nette" des dix élus Front de gauche de son groupe (qui compte aussi cinq élus d'Outre-mer) à l'extension de la déchéance de nationalité, qui n'aura "aucun effet pour lutter contre le terrorisme, et créé plusieurs catégories de français".

Mais, a ajouté ce député communiste du Puy-de-Dôme, ce vote négatif pourrait se faire "avec une approche qui peut être plus nuancée sur l'état d'urgence, mais encore une fois en disant qu'on ne voit pas l'utilité de le mettre dans la Constitution".

Pour le chef de file des députés Front de Gauche, il faut un débat "sur les conséquences qu'il pourrait y avoir de faire rentrer l'état d'urgence dans la Constitution, notamment en terme d'utilisation pour en faire un état d'urgence permanent".

"Il faudra nous faire la démonstration que ça va plus dans le sens de protection des libertés que d'atteinte aux libertés", a-t-il ajouté.

Sur le projet de loi renforçant la lutte contre la criminalité organisée, "un volet qui ne peut pas être séparé de la réforme constitutionnelle", M. Chassaigne a aussi estimé que c'est un texte qui "présente de réels risques pour nos libertés".

"Nous pensons qu'il s'agit pour l'exécutif de contourner le retrait de la prolongation des mesures (de l'état d'urgence) pendant six mois prévu par le projet initial et supprimé après l'avis du Conseil d'Etat. Nous serons extrêmement à l'offensive", a-t-il prévenu.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés. © 2012-2014 Agence France-Presse.

LCP
ASSEMBLÉE NATIONALE

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue